

Imprimer

x

MÉDIAS 07/08/2009 À 06H52

L'agence France-frousse

Par **LAURENT JOFFRIN** directeur de «Libération»

L'Agence France-Presse aurait-elle soudain peur des pouvoirs ? Cette institution dont on connaît pourtant la qualité professionnelle des journalistes vient de faire preuve d'une pusillanimité, pour ne pas dire d'une complaisance, qui tranche avec sa longue tradition d'indépendance.

Cette étrange timidité s'est manifestée par trois fois au moins : quand *Libération* a rendu compte d'un déjeuner pendant lequel le Président a tenu sur ses homologues, notamment sur José Luis Zapatero, des propos expéditifs en présence d'une délégation de parlementaires et que l'affaire a débouché sur une polémique nationale en Espagne et en France ; quand *Libération* a décrit l'ampleur des pertes subies par une filiale de la Société Générale ; enfin quand, avant-hier, *Libération* a révélé le montant des bonus distribués à ses traders par la BNP. Dans ces trois cas, l'Agence a commencé par passer sous silence les informations de notre journal, puis elle les a reprises tardivement et au conditionnel ou bien elle les a noyées dans les démentis officiels.

Pourtant, la première fois, les propos du Président ont été confirmés par nos confrères qui se sont donné la peine de vérifier nos informations au-delà des démentis de convenance. Et les deux autres fois, après les dénégations initiales, les organismes concernés ont admis, à retardement, que nous avons raison sur les faits (ils ont contesté leur interprétation, chose parfaitement légitime).

Il ne s'agit pas de demander, à l'instar de Frédéric Lefebvre, le roquet inconséquent de l'UMP, la publication automatique des informations diffusées par *Libération*,

ce qui serait ridicule. On peut en revanche demander à l'Agence, qui a pour fonction d'aider les journaux et non d'entraver leur travail, de mener sa propre enquête et d'en rendre compte. Au lieu d'adopter cette démarche journalistique, l'AFP a préféré par trois fois s'en tenir à la publication complaisante et immédiate, comme sur commande, des démentis officiels. Autrement dit, il apparaît que la parole d'un attaché de communication d'une banque ou d'un gouvernement vaut infiniment plus, à ses yeux, que celle de journalistes professionnels travaillant pour un quotidien indépendant. Dans ce système, si *Libération* écrit que la Terre est ronde et si l'Elysée déclare qu'elle est plate, l'AFP publiera d'abord le démenti élyséen, ou bien mettra à égalité les deux communiqués sans prendre parti ou, au mieux, elle laissera entendre que la vérité se situe entre les deux.

Ce comportement n'est pas sans incidence civique. L'AFP jouit, à juste titre, d'une grande crédibilité auprès des autres médias. Ils attendent souvent qu'elle reprenne des informations pour s'en saisir à leur tour. Or une information n'a pas le même poids à chaud ou bien une fois les affaires retombées et l'attention publique appelée ailleurs. Le jeu des pouvoirs consiste à cacher les informations gênantes et, quand cette dissimulation est impossible, à les retenir ou à les relativiser jusqu'à ce qu'elles n'aient plus d'importance. L'AFP, dans les trois exemples cités, s'en est faite l'auxiliaire. Est-ce une nouvelle politique ? Ou bien s'agit-il de manquements isolés qui seront vite corrigés ? La réponse ne sera pas sans conséquences sur la qualité du pluralisme de l'information en France.

